

Informations de base sur l'élevage des porcs

Hansuli Huber, Dr ès sciences, directeur de la section technique, Protection Suisse des Animaux PSA

L'élevage des porcs est aujourd'hui la quatrième en importance des branches de l'agriculture suisse, après l'horticulture, l'économie laitière et l'engraissement des bovins. En 1950, on ne comptait que 900'000 porcs, puis leur nombre a augmenté de manière considérable à 2.2 millions dans les années 80. Depuis, les effectifs baissent et aujourd'hui, ils se situent à environ 1.4 million d'animaux: 120'000 truies, 2'600 verrats d'élevage, 572'000 porcelets et 765'000 porcs/remontes à l'engrais (porcs femelles qui devraient redevenir gestantes).

La période de gestation d'un porc est de 3 mois, 3 semaines et 3 jours. Les porcelets sont généralement allaités pendant quatre à cinq semaines. Dans la nature, ils le seraient nettement plus longuement, même si au fil du temps, ils têtent toujours moins. Les porcs sont des animaux extrêmement familiers, en particulier les mères et leurs filles ont des liens étroits leur vie durant. Mais l'élevage des porcs ne tient guère plus compte de ces caractéristiques sociales des animaux, depuis plus de 100 ans. Le local de stabulation familial conçu par le chercheur comportementaliste zurichois Alex Stolba n'a malheureusement jamais pu s'imposer. Les exploitations qui détiennent des porcs d'élevage et à l'engrais, qui donc gèrent un circuit, deviennent elles aussi toujours plus rares, même si la situation sanitaire est ici la meilleure pour les animaux. Aujourd'hui, l'élevage de truies allaitantes qui produisent des porcelets pour l'engraissement, ainsi que l'engraissement des porcs ont lieu la plupart du temps dans diverses exploitations spécialisées.

En l'occurrence est spécialement flagrante - et des plus vulnérables sous l'angle de l'utilisation élevée d'antibiotiques - la production de porcelets par répartition du travail, où les exploitations se spécialisent dans la mise bas, l'élevage de porcelets, la détention de truies gestantes, ou l'engraissement. En conséquence, les truies et les jeunes animaux sont transportés çà et là extrêmement souvent, d'une exploitation à l'autre. Alors qu'en moyenne, 18% seulement des exploitations pratiquent un usage prophylactique des antibiotiques chez les porcelets allaités, dans les exploitations connaissant la répartition de travail ce pourcentage est nettement plus élevé, à 42%! La PSA exige donc instamment d'interdire ce mode de répartition du travail pour des raisons de protection et de santé des animaux.

Selon des enquêtes de l'université de Zurich, une truie mère est traitée par antibiotiques en moyenne 0.9 jour par an, les causes principales de l'utilisation thérapeutique et prophylactique des antibiotiques étant des inflammations de l'utérus et des mamelles, ainsi qu'une moindre production de lait et un mauvais état physique des porcelets mis bas. Les porcelets sevrés (gorets) ont été traités aux antibiotiques depuis le sevrage jusqu'à la vente pour éviter la diarrhée, pendant 4.4 jours, 86% (!) des exploitations utilisant pendant cette période les antibiotiques à titre prophylactique, dont souvent de la colistine, un antibiotique

de réserve. Les porcs à l'engrais ont été traités en moyenne aux antibiotiques durant 4.8 jours pendant la série d'engraissement, 37% des exploitations utilisant les antibiotiques à titre prophylactique.

Heureusement, la branche du porc a saisi l'occasion de ces chiffres pour lancer un programme suisse dénommé "SuisSano", dont les buts sont une meilleure santé et une moindre utilisation des antibiotiques. Un premier résultat intermédiaire est attendu pour cet automne. La PSA salue les efforts de cette branche. Elle est convaincue qu'avec une meilleure gestion de la santé et de l'hygiène, mais aussi avec des améliorations de la détention des animaux (davantage de place, de litière, de sorties et de pacage/de détention en plein air) et qu'avec un élevage qui place au cœur de ses préoccupations la santé et la capacité de résistance des animaux au lieu de la haute productivité, le bien-être des porcs sera grandement amélioré et l'usage des antibiotiques massivement réduit.

A environ 25 kg, un porcelet devient un goret et sera désormais engraisé pendant près de 100 jours dans l'exploitation d'engraissement, jusqu'à ce qu'il atteigne un poids de 105 kg. 2.7 millions de porcs sont chaque année abattus en Suisse, ce qui représente 182'000 t de viande prête à la vente. La consommation par tête d'habitant est à la baisse en ce qui concerne la viande porcine. Alors qu'elle était de 25.4 kilos en 2007, elle n'est plus que de 22.5 kilos aujourd'hui. Ainsi, la consommation de porc conserve cependant le premier rang, suivi par la volaille avec 12 kg, dont 50% proviennent de l'étranger alors que la viande de porc est issue à 95% de la production suisse. Au troisième rang se trouve la viande de bœuf avec 11.3 kilos par tête et une part de production indigène de 82%. A l'échelle mondiale, la situation se présente autrement: depuis des décennies, la volaille a rattrapé la viande de porc qui était en tête de la production globale et de la consommation. La raison en est que la volaille est bien meilleur marché, la préparation beaucoup plus aisée et il n'y a aucun tabou, comme par exemple pour les porcs (musulmans), la viande de bœuf (hindous). La PSA ne croit cependant pas que la consommation de la viande de porc en Suisse soit en recul. Car pour les touristes d'achats suisses, la viande de porc étrangère, qui est bon marché, est très appréciée.

La taille moyenne des exploitations en Suisse a doublé au cours des 20 dernières années, passant de 110 à 220 porcs par exploitation. 220 bêtes, c'est toute une quantité, mais au plan international, c'est minuscule. Les principaux pays producteurs de l'UE, à savoir les Pays-Bas et le Danemark, détiennent des effectifs moyens de 2'000 (Pays-Bas), resp. de 3'000 porcs par exploitation (Danemark). Alors que les éleveurs suisses produisent 95% du besoin indigène, les Hollandais produisent le triple et les Danois même le sextuple du besoin dans leurs fabriques d'animaux. Aux USA, les exploitations familiales de porcs, autrefois typiques dans la région des cultures du Middle-West, ont été évincées depuis des décennies déjà et remplacées par des fabriques de porcs industrielles, qui appartiennent à des investisseurs et à des sociétés. Les tailles typiques se situent ici à environ 2'500-5'000 truies et 50-250'000 porcs à l'engrais! Ce qui a commencé en son temps sous le communisme avec la détention animale en masse dans les kolkhozes et les coopératives de production agricole est arrivé depuis longtemps sous le régime du capitalisme et ce n'est

plus maintenant qu'une question de temps pour que ce développement pervers envahisse l'Europe.

Les coûts de production des éleveurs de porcs suisses se situent, pour des raisons bien connues, comme par exemple les prix supérieurs des aliments, les coûts plus élevés du travail et les structures agricoles, au-dessus de ceux de leurs concurrents étrangers. Les prix payés aux producteurs indigènes ont oscillé l'an dernier autour de 3.80.-/kg du poids à l'abattage, une détention animale labellisée générant à peu près 10% de supplément de prix (label/Naturafarm: 4.20.-/kg). Dans l'UE, les prix aux producteurs se situent à environ 2.-/kg et, aux USA, même 1.-/kg seulement.

Les prix de vente - comparativement élevés dans notre pays - de la viande de porc chez le boucher et dans le commerce de détail ne sont cependant pas imputables à des prix de production supérieurs, comme le montre le tableau suivant.

Prix de vente	2007	2016	
Rôti	16.70	17.90	
Côtelettes	18.70	20.90	En comparaison: D: 5.40 A: 6.90
Escalopes	24.30	25.70	En comparaison: D: 6.80 A: 8.20

La PSA en tire les conclusions suivantes:

1. Les prix de vente dans le commerce de détail pour les sortes de viande de porc augmentent depuis des décennies, alors que les prix payés aux producteurs ont tendance à baisser.
2. Les marges des cercles en aval (bouchers/commerce de détail) sont nettement plus élevées en Suisse qu'à l'étranger. Mais tout considéré, environ 40% seulement du franc payé par le consommateur pour la viande de porc reviennent désormais aux paysans.
3. Les engraisseurs suisses pourraient céder gratuitement leurs animaux, mais au magasin, la viande de porc serait toujours plus chère qu'à l'étranger.
4. Au vu de ces faits, vouloir prétendre que la soi-disant "haute protection des animaux" serait la cause de prix de vente comparativement élevés de la viande de porc en Suisse est, objectivement, complètement faux..

Afin de pouvoir gagner malgré cela de l'argent en élevant des porcs, les paysans ont tenté de réduire les coûts. Ils ont agrandi les exploitations et ont intensifié la production via le travail de sélection des animaux (voir le tableau ci-dessous).

Année	Augm. jours d'engrais	Part des pièces de viande noble	Valorisation des alim. (*)
1980:	800gr	52%	3.0
2010:	930gr	57%	2.5

(*) kg d'aliment par kg de croissance (résultats Mastleistungsprüfungsanstalt Sempach)

Si l'on réussit à améliorer d'un dixième la valorisation des aliments d'un porc, cela signifie qu'il faut utiliser 8 kg de moins d'aliments et, ainsi, 5 francs de frais d'alimentation seront économisés par animal. Encore plus efficaces que les porcs à l'engrais, seuls les poulets à l'engrais valorisent mieux leurs aliments: pour 1 kg de croissance, ils n'ont besoin que de 1.6 kg d'aliments concentrés. Un autre point de réglage de la baisse des coûts est le nombre de porcelets qu'une truie met au monde par portée, respectivement combien d'entre eux pourront être élevés.

Ces efforts opérés dans la sélection pour réduire les coûts de production ont cependant un revers de médaille au plan de la protection des animaux. Si la part de pièces de viande noble et la croissance journalière devaient encore augmenter, il y a danger de pénurie de viande de qualité, par exemple de viande de porc juteuse et tendre, comme ce fut chose courante dans les années 80. En outre, les augmentations de poids extrêmement élevées ont exactement les mêmes effets que pour la volaille à l'engrais sur les jeunes os et articulations, de sorte que les porcs à l'engrais "très poussés" ont du mal à se déplacer, éprouvent des douleurs et cherchent souvent à se soulager. De grosses portées épuisent rapidement les truies, si bien que nombre d'entre elles deviennent toutes maigres après 5,6 mise bas déjà et se rendent taries à l'abattoir. Comme il y aura, pour une part, davantage de naissances de porcelets qu'une truie possède de pis allaitants, on en arrive - en cas de grosses portées - à des pertes de porcelets extrêmement élevées ainsi qu'à des individus qui auront de la peine à grandir.

La PSA considère que toutes ces solutions techniques visant à réduire les coûts de production dans les exploitations agricoles n'occasionnent souvent que des problèmes, douleurs et maux aux animaux. Pourtant même les paysans ne peuvent pas en profiter. Leur part au franc versé par le consommateur ne cesse de diminuer, quand bien même les prix au magasin augmentent! Si nous voulons avoir une autre façon de traiter les animaux, les agriculteurs doivent en contrepartie d'un élevage de caractère paysan, conforme aux besoins de l'espèce, obtenir à l'avenir une plus grande part sur le franc versé par le consommateur et des prix nettement meilleurs. Sans quoi, en dépit de la législation sur la protection des animaux et des programmes de promotion du bien-être animal, la voie menant à une détention en masse des animaux est toute tracée!

Le fait que les paysans seraient sans autre disposés à mettre à disposition des installations et à travailler de manière à favoriser la protection des animaux fut démontré il y a quelques années par le taux de participation des éleveurs de porcs au programme de bien-être animal SRPA de la Confédération. 58 % des animaux de l'espèce porcine avaient en 2010 des locaux de stabulation plus spacieux, de la litière pour se coucher et pour s'occuper, ainsi que des sorties en plein air. Depuis lors, la participation est tombée à 50.7%. La même évolution négative de la participation SRPA durant les dernières années se constate pour d'autres catégories d'animaux, économiquement importantes et au cheptel très nombreux, comme par exemple pour le bétail laitier et les poulets.

Selon la PSA, une raison de cette évolution est imputable au forcing effectué durant la dernière décennie par le commerce de détail pour obtenir des lignes de production bon marché, au détriment de produits labellisés de haute qualité. Ici, ce sont exclusivement des origines conventionnelles qui sont portées sur le marché. Dans la présentation faite au public, on accorde par contre la plus grande des valeurs à l'image d'une entreprise se souciant des animaux et de l'environnement, qui mise par conséquent de manière sympathique sur les produits bio et le bien-être animal. La deuxième raison principale du recul du bien-être animal réside dans la politique agricole contradictoire de la Confédération. Elle aussi se lance volontiers des fleurs pour son action en faveur de la protection de l'environnement et du bien-être animal et rassure les consommateurs et paysans désécurisés au moyen de la prétendue stratégie de qualité qu'elle suit. Pourtant, avec l'ouverture des frontières imposée et l'accroissement des importations de denrées alimentaires, qui sont très nettement au-dessous des standards indigènes en matière de protection de l'environnement et des animaux, elle contrevient elle-même à cette stratégie.

La PSA est très préoccupée de cette mauvaise évolution pour la protection animale sur le marché et dans la politique agricole. Que le bien-être animal ait peu d'importance pour le Conseil fédéral et l'OFAG ressort également du fait que cette année, les propositions justifiées d'un groupe de travail pour le remaniement du programme SRPA a été tout rayées de la carte en dépit d'un consensus entre paysans et protection des animaux. Pour que la statistique du bien-être animal paraisse bonne malgré tout à l'extérieur, elle est faussée. On ne soutient plus des catégories d'animaux dont le taux de participation est faible et la participation est présentée en unités de gros bétail-fumure au lieu d'individus. Bien que la Confédération n'engage qu'à peine 15% des paiements directs pour la promotion de ce bien-être, elle se refuse de mieux rémunérer en toute logique par de plus larges subventions les prestations supplémentaires précieuses pour la protection des animaux fournies par les paysans, et de créer ainsi une incitation au passage à des formes de détention respectueuses des animaux.

Mais la situation paraît plus réjouissante en ce qui concerne le comportement des consommateurs. Le potentiel pour des origines labellisées sous l'angle du bien-être animal résidant dans les œufs, le lait et la viande n'est de loin pas épuisé. Heureusement, des maisons comme, en particulier, Spar (porcs élevés à l'extérieur) et Aldi (IP-Suisse) misent sur la viande de porc labellisée. La devise d'avenir pour la viande est désormais "moins c'est plus". C'est ainsi que le voit aussi l'organisation de la branche Proviande. Elle s'est départie de l'incitation à la consommation de viande et mise désormais sur une consommation modérée et consciente, le bien-être animal jouant un rôle toujours plus important. Ce message qui est à saluer les malheureusement pas encore parvenu jusqu'au commerce de détail. La viande précisément, pour qui des êtres vivants ont dû laisser leur vie, est aujourd'hui fréquemment et carrément bradée. 45% de la viande doivent être vendus aujourd'hui aux moyens d'actions!

La proportion des végétariens et de végétaliens au jugement pertinent est relativement modeste. Une enquête actuelle et représentative menée par Proviande montre que 96% des 17 à 70 ans mangent de la viande suisse, dont 70 % de trois à quatre fois par semaine, et

20% d'une à deux fois par semaine. Et pourtant: ces chiffres indiquent que "notre viande quotidienne" fait désormais partie du passé. Bien au contraire, le style des dénommés flexitariens, qui se nourrissent plusieurs fois par semaine sans viande, est à la mode. Commerce de détail, gastronomie et éleveurs de porcs auraient meilleur temps de bien lire l'étude mentionnée: il y a une grande disposition à payer davantage pour de bonnes origines suisses, mais seulement 13% des personnes interrogées ont déclaré qu'une désignation "élevage conforme aux besoins de l'espèce" convenait en ce qui concerne la viande de porc conventionnel suisse. Il y a donc un potentiel et un besoin d'action!

Quand un porc est abattu, un tiers de son corps atterrit aux déchets, et pour une vache, même la moitié. En Suisse, 450'000 t de viande sont produits chaque année. Sur ce chiffre, 220'000 t de produits accessoires à base animale apparaissent, qui après les expériences de l'ESB et l'interdiction totale d'alimenter des animaux de rente avec des farines d'origine animale, sont aujourd'hui éliminés en majeure partie, autrement dit, ils sont incinérés. Il va de soi que l'on ne devrait pas remettre en question l'interdiction du cannibalisme, autrement dit qu'une espèce animale soit alimentée avec de la farine de sa propre espèce, comme ce fut le cas jusqu'en 1990. Mais l'actuelle dilapidation extrême des ressources "produits accessoires à base animale" devrait inciter à mener une réflexion sur une utilisation plus judicieuse que l'incinération. Car cette interdiction d'alimentation participe également au fait que l'importation écologiquement douteuse de concentrés ait tellement augmenté au cours des dix dernières années

Dans la fabrication de denrées alimentaires végétales, 250'000 t de substances alimentaires sont impropres à la consommation humaine. Précisément les porcs, en tant que géniaux omnivores et valorisateurs de déchets, seraient véritablement prédestinés à les consommer. Mais avec ses 250'000 t, on ne pourrait rassasier qu'un tiers des porcs actuellement engraisés. Les porcs suisses mangent une quantité trois fois supérieure d'aliments concentrés (importés). Il n'y a donc rien d'étonnant si dans les 20 dernières années ces importations ont été quadruplées pour atteindre aujourd'hui près de 970'000 t, soit près de 60% du besoin global; la moitié de ceci est constitué par des protéines comme le soja. Environ 45% de 1.7 million de tonnes d'aliments concentrés utilisés sont ingurgités par les porcs, 30% par les bovins (dont 2/3 par les vaches laitières) et 20% par la volaille.

Le plus grand producteur de viande porcine à l'échelle mondiale est l'ancien groupe US Smithfield, qui a été vendu en 2014 à la Chine et qui porte aujourd'hui le nom de groupe WH. Son chiffre d'affaires annuel doit atteindre les 13 milliards de dollars. Aux USA seulement, Smithfield abat chaque jour 113'000 porcs et livre notamment Weight Watchers. Smithfield exploite également depuis lors des installations de production en Pologne et en Roumanie, et doit avoir reçu pour cela de l'UE 20 millions d'euros de subventions, dans l'intervalle, dans ces pays, les traditionnels petits paysans éleveurs de porcs ainsi que les installations d'abattages décentralisées ont dû jeter l'éponge.

Les cinq plus grandes sociétés d'abattage de porcs sont:

1. Le groupe WH (Chine, USA (ex-Smithfield Foods), Pologne, Roumanie, Mexico) avec 47.2 millions de porcs abattus
2. Danish Crown (Danemark, Allemagne, Pologne, Suède, Grande-Bretagne, avec 20.7 millions de porcs abattus
3. Tyson Foods (USA) avec 19.9 millions de porcs abattus
4. JBS S. A. (Brésil, USA) avec 18.7 millions de porcs abattus
5. Tönnies (Allemagne, Danemark) avec 17.2 millions de porcs abattus

Les deux géants européens de la viande que sont Danish Crown et Tönnies devraient simplement abattre des porcs pendant 30 minutes de plus par jour de travail et pourraient ainsi couvrir le besoin total de la Suisse. Même si Bell et Micarna sont dans la perspective de notre pays de grands groupes d'abattage et de boucherie, ces sociétés ne seraient guère plus concurrentielles en cas d'ouverture des frontières pour la viande également.

Dans 12 mois échoit le délai transitoire de 10 ans concernant la réglementation des effectifs des porcs à l'engrais. Jusqu'à présent, il fallait mettre à disposition d'un porc à l'engrais 0.65 m² de place sans des logettes conventionnelles sur caillebotis; désormais, depuis octobre 2018, ce sera 0.90 m². Mais pour la PSA, ce n'est toujours pas assez. De plus, la législation sur la protection des animaux n'accorde pas aux porcs à l'engrais de litière pour se coucher, ni de sorties en plein air. Mais l'augmentation du besoin de place implique que moins de goretts pourront être installés pour l'engrais par surface de stabulation et exploitation. Par ailleurs, de nombreuses exploitations qui ne veulent plus investir abandonnent l'engraissement des porcs. Ainsi un scénario d'horreur pourrait s'annoncer, où des propriétaires de truies les font assidûment mettre bas et produisent des porcelets et goretts pour l'engraissement desquels la place manquera en 2018. Si des éleveurs de porcs devaient, au lieu de garder raison, produire irresponsablement dans l'azur, sous la devise "après moi le déluge", il est fort probable qu'en 2018, des dizaines de milliers de bébés porcelets devraient être tués et éliminés. Ceci serait inacceptable au plan éthique et extrêmement problématique pour des raisons de protection des animaux, car généralement, les abattoirs ne sont pas équipés pour tuer des porcelets. Une telle action d'abattage porterait durablement atteint à l'image de la branche. Mais à vrai dire: comme les moulins fourragers et les firmes du commerce des porcs ont un intérêt à une grande production de porcelets, ce scénario pourrait tout simplement devenir réalité si maintenant la raison ne prend pas quelque peu le dessus sur l'égoïsme.

PROTECTION SUISSE DES ANIMAUX PSA

Dornacherstrasse 101, CH-4018 Bâle, Phone 061 365 99 99

sts@tierschutz.com; www.protection-animaux.com